

compris ceux des livres scolaires — ont diminué de façon impressionnante. Ceci est particulièrement ressenti par les familles ouvrières qui se trouvent au niveau du minimum vital, et pour lesquelles l'augmentation de prix des billets de théâtre ou de cinéma, des livres ou des périodiques, etc., signifie la renonciation à plusieurs biens culturels élémentaires.

La limitation des dépenses pour l'enseignement supérieur — surtout celles des bourses, des restaurants et cités universitaires — rendra l'accès à celui-ci plus difficile à la jeunesse ouvrière, paysanne et à celle des petites villes. Le pourcentage des fils d'ouvriers et de paysans dans les établissements supérieurs diminue: le barrage de l'argent limite leur droit à l'enseignement et, donc, leurs possibilités de promotion.

L'approfondissement de la crise aggrave inévitablement la condition de l'ouvrier sur les lieux de son travail. La menace du chômage qui apparaît fait croître l'arbitraire de la direction et des surveillants et facilite la pression officielle sur l'ouvrier. Jadis, le pouvoir aimait à endosser des bleus de travail, affichait volontiers son origine ouvrière, décorait les meilleurs ouvriers et se trouvait, par conséquent, gêné de payer le directeur dix fois plus qu'un ouvrier. Aujourd'hui, le pouvoir porte un costume élégant, les directeurs — qui extirpent bel et bien le surproduit du personnel ouvrier — sont les héros positifs de la construction du socialisme, et leur voiture et leur villa sont le témoignage éloquent du prestige social et des vertus civiques. Aujourd'hui, l'exploitation est manifeste et visible pour tout le monde, et son moyen n'est plus la propagande et l'enthousiasme obligatoire, mais ouvertement le fouet de la sanction économique, de la contrainte administrative, et dans le cas de tentatives organisées de résistance, la contrainte policière. Aujourd'hui, les syndicats prennent avec le gouvernement, et appliquent avec les directeurs, les décisions de licenciement de personnel (action « R » (8)).

Comme nous le voyons, la crise aggrave, non seulement la condition matérielle de la classe ouvrière, mais aussi sa condition sociale et culturelle; elle renforce son esclavage sur les lieux du travail, la prive entièrement de la possibilité de réaliser un intérêt même minime dans le cadre des rapports de production et des relations sociales actuelles.

Elle force la classe ouvrière à se dresser contre la bureaucratie et le système pour défendre le niveau actuel de son existence matérielle et culturelle.

De bon gré, la bureaucratie ne lui concéderait pas un zloty; de toute façon, dans les conditions de la crise et du manque de réserves, elle n'a plus rien à concéder sous la pression. Toute action de grève de grande ampleur doit, dans cette situation, se transformer en un conflit politique avec la bureaucratie. Pour la classe ouvrière, c'est le seul moyen de changer sa condition. Aujourd'hui, à l'époque de la crise générale du système, l'intérêt de la classe ouvrière, c'est la révolution: l'abolition de la bureaucratie et des rapports de production, la prise entre ses mains du contrôle sur son propre travail et le produit de celui-ci, le contrôle des buts de la production, c'est-à-dire l'instauration d'un système économique,

(8) « R » comme « redukcja ».